

Terrorisme islamiste: ces curieux infiltrés qui ont facilité les attentats



Le terrorisme islamiste livre peu à peu sa part d'ombre. Après le procès de Claude Hermant évoqué la semaine dernière dans nos colonnes, nous nous intéressons aujourd'hui au rôle des agents doubles dans la commission des attentats de Paris et de Bruxelles.

Avec Éric
Verhaeghe

[Article publié initialement sur *Entreprise.news*](#)

La semaine dernière, nous évoquions le rôle d'Emmanuelle C., adjudante de gendarmerie qui vivait en concubinage avec Amar Ramdani, l'ami de Coulibaly qui l'aurait aidé à trouver des armes. On sait aujourd'hui que les attentats de Bruxelles de mars 2016 ont aussi été facilités par un policier bruxellois qui informait les terroristes sur les mouvements de la police.

Le parallèle entre ces deux agents doubles mérite d'être dressé pour mieux comprendre la capacité de l'État islamique à infiltrer nos services de renseignement et de sécurité.

Emmanuelle C., l'espionne espionnée?

On ne reviendra pas en détail sur l'histoire de cette adjudante de gendarmerie qui hébergeait au sein même du fort de Rosny, lieu du renseignement de la gendarmerie, Amar Ramdani, recherché par la police espagnole pour trafic d'armes. Il faut juste signaler que la gendarmerie l'a [révoquée pour avoir communiqué](#) à Ramdani des informations confidentielles (sur son propre dossier) en utilisant les codes d'accès d'un collègue. Au demeurant, la presse indique qu'elle lui aurait fait passer en prison, après son arrestation le 23 janvier 2015, une lettre "d'amour" où elle évoquait un voyage à Charleroi... là même où Coulibaly s'était fourni en armes.

On s'étonnera en revanche qu'aucune commission parlementaire n'ait choisi d'éclaircir ce dossier. Emmanuelle C concède en effet avoir commencé sa relation avec Ramdani en 2013. L'intéressé sortait de la prison de Villepinte où il y avait croisé Coulibaly, lequel l'a converti à un islam rigoriste (je renvoie ici, par ailleurs, au reportage de Sept à Huit reproduit par l'excellent [Greffier Noir](#)). Ramdani aurait converti Emmanuelle à l'Islam, au point qu'elle portait le voile en dehors des heures de bureau, alors même qu'elle était logée avec ses enfants dans une caserne où la lutte contre l'islamisme devrait être un point sensible.

Emmanuelle C a affirmé qu'elle avait rencontré son nouveau compagnon chez des amis (ce qui n'est pas conforme à la [version de Ramdani](#)). En réalité, les circonstances qui entourent cette relation hautement sensible n'ont jamais été expliquées. Pas plus que la situation de Ramdani lui-même, accusé par le joueur cible d'être l'auteur des coups de feu de la coulée verte prêtés à Coulibaly la veille de l'attentat de l'Hyper-Casher, mais curieusement épargné par la justice à ce jour.

Notons que Ramdani n'est pas mis en examen dans l'affaire de Charlie Hebdo. Son arrestation fin janvier 2015 après le massacre commis par Coulibaly est liée au mandat d'arrêt espagnol et non à son implication dans les attentats en France. On a vu avec Claude Hermant (cf notre article de la semaine dernière) que ce type de subterfuge revient régulièrement dans ce dossier s'agissant des

agents doubles et de leur entourage.

Au mieux pourtant, on peut s'étonner que l'État islamique ait pu infiltrer nos services de renseignement sans que personne ne s'en alarme outre mesure. Dans la précipitation à faire voter la loi sur le renseignement après les attentats de janvier 2015, les députés se sont montrés pour le moins laxistes pour tout ce qui touche au contrôle de nos services.

L'affaire du policier belge qui renseignait les terroristes

Curieusement, la même frilosité se retrouve en Belgique où une nouvelle affaire d'infiltré, ou d'agent double, vient d'éclater. La police belge des polices (appelée là-bas le comité P) a en effet [annoncé cette semaine l'arrestation](#) d'un policier bruxellois, Mohammed S., qui aurait informé régulièrement les terroristes sur les mouvements de la police. Le ministre belge de l'Intérieur a immédiatement annoncé que les procédures de contrôle des policiers ne seraient pas renforcées. Là encore, même porosité des services et même discrétion des autorités sur l'ampleur des dégâts.

Mohammed S. est bruxellois, mais il a un profil bien connu en France. Il avait été chauffeur de bus pour la "RATP" bruxelloise avant de devenir policier. [Selon toute vraisemblance](#), il transmettait par What's App les informations qu'il détenait sur les mouvements de police à l'un des terroristes, Yassine Atar, sachant qu'il était affecté au "dispatching" c'est-à-dire à l'envoi des forces de police sur les lieux des délits.

La famille Atar au coeur des attentats

L'affaire ne manque pas de piquant. Yassine Atar, qui était destinataire des messages de l'infiltré, est [soupçonné d'être l'un des organisateurs des attentats du 22 mars 2016](#) à Bruxelles. Il est aussi mis en examen en France pour sa probable implication dans les attentats du 13 novembre 2015. Il se trouve qu'il est accessoirement le frère d'Oussama Atar, [soupçonné](#) pour sa part d'être le cerveau de ces attentats.

Certains ont nourri l'idée qu'[Oussama Atar n'était autre qu'Abou Ahmad](#) considéré de longue date comme le cerveau de ces opérations. En réalité, des militants de l'EI arrêtés en Autriche au printemps 2016 alors qu'ils étaient envoyés pour commettre des attentats en Europe [ont démenti](#) cette information, de telle sorte le frère de Yassine Atar n'est plus considéré comme le vrai cerveau de ces opérations.

Dans tous les cas, le rôle des frères Atar est loin d'être anodin dans l'organisation terroriste qui a frappé la Belgique et la France. Et le fait qu'ils aient pu bénéficier de complicités au sein de la police bruxelloise soulève quand même de sacrées questions.

La famille Atar et les services secrets belges

Au demeurant, les frères Atar étaient tout sauf des inconnus pour les services de renseignement belge. Oussama Atar est en effet un vieux militant... [d'Al-Qaïda](#), arrêté par les troupes américaines en Irak en 2005. Il y fut condamné à perpétuité et interné à la prison d'Abou Ghraïb, de sinistre mémoire. [Il y est interrogé par des policiers belges](#) qui connaissent donc parfaitement le personnage.

À partir de 2010, ce combattant d'Al-Qaïda va d'ailleurs bénéficier d'une intervention des autorités belges pour obtenir sa libération. En particulier, des [députés bruxellois accusent alors la Belgique](#) de ne pas soutenir ses ressortissants belgo-marocains emprisonnés à l'étranger. La libération d'Atar interviendra en 2012.

L'intéressé n'attend pas longtemps pour reprendre ses activités illégales. Dès 2013, il est arrêté en Tunisie pour trafic d'armes. On connaît la suite à son retour en Belgique.

D'où vient que la famille Atar ait pu disposer de l'appui d'un agent double au sein de la police bruxelloise?

D'Al-Qaïda à l'État islamique, splendeurs et misères de l'Occident

Dans cet entrelacs de faux semblants, on retrouve la trace d'Al-Qaïda et de Daesh. Atar est passé de l'un à l'autre à une époque où le gouvernement syrien fermait les yeux sur les voyages que les adeptes d'Al-Qaïda effectuaient en Irak. Pour rejoindre Al-Qaïda, on passait par Damas.

Par la suite, le vent a tourné, mais... il faut bien comprendre qu'une approche binaire du dossier n'est pas possible. Il n'y a pas d'un côté Daesh, de l'autre Bachar El-Assad. Tout ce petit monde grenouille ensemble depuis des années et tantôt se fait la guerre, tantôt se tient par la barbichette.

Dans le dossier Atar, qui débouche sur des attentats extrêmement meurtriers en France en 2015, en Belgique en 2016, on s'étonne quand même de l'intervention des services belges en faveur de sa libération dans les années 2010-2012. Il ne serait pas sans intérêt de comprendre pourquoi les autorités d'un pays qui s'est révélé par la suite un vrai nid à terroristes ont agi pour libérer un adepte d'Al-Qaïda qui s'est révélé, dès sa libération, trafiquant d'armes, puis organisateur d'attentats.

Des modes opératoires identiques

En attendant, des similitudes intriguent. Qu'il s'agisse des attentats de Paris ou de Bruxelles, on retrouve des fils rouges jumeaux. Dans les deux cas, on s'aperçoit que des trafiquants d'armes interviennent dans le dossier et disposent d'au moins un agent infiltré qui les renseigne sur la vie intérieure des forces de police. Dans les deux cas, ces trafiquants d'armes sont connus des services de renseignement. Dans les deux cas, leur parcours croise à plusieurs reprises celui des forces de police ou de renseignement.

Et... dans les deux cas, les autorités des pays respectifs ne prennent pas le temps de s'interroger sur la portée exacte des "porosités" qui existent entre les services et les terroristes. Il serait pourtant très utile de braquer quelques spots sur ces parts d'ombre.